

Arrêté ° 1405/2025/DREAL/UD88 du

22 DEC. 2025

**mettant en demeure la société RAON CIRCULAR REGENERATION
située sur la commune de Raon l'Étape (88110)
de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement**

Le Préfet des Vosges
Chevalier de la Légion d'Honneur

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-7 , L. 171-8, R.512-39-1,R. 512-75-1 ;
- Vu le décret du Président de la République du 10 novembre 2025 portant nomination de M. Blaise GOURTAY en qualité de Préfet des Vosges ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 451/93 du 17 mai 1993 autorisant la S.A. PAPETERIES MATUSSIÈRE ET FOREST à poursuivre ses activités sur le territoire de Raon l'Étape ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 2 décembre 2010 relatif au bilan de fonctionnement de la société Papeterie de Raon située sur le territoire de la commune de Raon l'Étape ;
- Vu le jugement du Tribunal de Commerce d'Épinal du 28 mars 2023 prononçant la liquidation judiciaire de la société RAON CIRCULAR REGENERATION et nommant Maître VOINOT en qualité de liquidateur judiciaire ;
- Vu le rapport de contrôle de l'inspection des installations classées du 12 novembre 2025 constatant le non-respect de l'arrêté préfectoral susvisé ;
- Vu les constats réalisés à l'occasion de cette visite, et en particulier :
- la présence de déchets et de produits chimiques répartis sur l'ensemble du site ;
 - l'absence de sécurisation du site ;
 - l'absence de limitation d'accès au site ;
- Vu l'absence d'observation de Maître VOINOT, liquidateur judiciaire représentant de la société RAON CIRCULAR REGENERATION, relatif au projet d'arrêté de mise en demeure ;
- Considérant que ces constats réalisés par l'inspection des installations classées constituent des manquements aux dispositions des articles 1.6.6 de l'arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 2 décembre 2010 et du code de l'environnement susvisés ;
- Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 – La société RAON CIRCULAR REGENERATION, représentée par Maître VOINOT, liquidateur judiciaire dont les installations sont situées rue Emile Zola – 88110 Raon l'Étape, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes de l'arrêté préfectoral n° 2683/2010 du 2 décembre 2010 modifié :

- article 7.3.1 de limiter l'accès au site , **sous un délai d'un mois** ;
- article 7.1 de mettre le site en sécurité , **sous un délai d'un mois** ;
- article 5.1 d'éliminer l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site, **sous un délai de trois mois.**

Article 2 - Afin de justifier du respect de la présente injonction préfectorale, la société RAON CIRCULAR REGENERATION, représentée par Maître VOINOT, liquidateur judiciaire, fournira à au Préfet des Vosges :

- les justificatifs de réalisation des travaux de mise en sécurité et d'interdiction d'accès au site, **sous un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté** ;
- Les justificatifs d'évacuation et/ ou d'élimination des déchets et produits dangereux dans les filières appropriés présents sur le site, **sous un délai de trois mois sous un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 3 - Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

Article 7 - La secrétaire générale de la préfecture et l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Maître VOINOT, représentant es qualité de la société RAON CIRCULAR REGENERATION et dont copie sera adressée pour information au maire de Raon l'Étape et au sous-préfet de Saint-Dié-des-Vosges. De plus, le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois.

Fait à Épinal, le 22 DEC. 2025

Le Préfet,

Par délégation, la Sous-Préfète,
Secrétaire Générale

Anne CARLI

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.